

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2021 Provisoire





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -170,732 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2021 s'élève à -170,732 Md€ contre -188,643 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+17,911 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 30,901 Md€, une hausse des recettes nettes de 42,783 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 6,030 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 426,732 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,573 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,924 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,986 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 5,188 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (4,162 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 4,885 Md€, essentiellement au titre du programme « Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation » (3,000 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,069 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,107 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,795 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (1,230 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,909 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2021 s'élèvent à 426,732 Md€ contre 395,831 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+30,901 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 23,162 Md€ (principalement la mission « Plan de relance » pour 16,615 Md€, mission créée en LFI 2021), des dépenses

► **Mission Plan de relance** : 3,816 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (2,470 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,832 Md€, notamment au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (0,924 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,881 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,021 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,791 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,497 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et de la trésorerie de l'Etat » (1,427 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,145 Md€, notamment au titre du programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes » (0,616 Md€).

d'investissement pour 2,471 Md€ (principalement la mission « Défense » pour 1,609 Md€), des charges de la dette de l'Etat pour 2,294 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses de personnel pour 1,809 Md€ (hausse prévue en lois de finances) et des dépenses d'opérations financières pour 1,317 Md€.

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 255,215 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **IS net** : 22,721 Md€, essentiellement au titre de l'échéance au 15 décembre ;

► **IR net** : 11,379 Md€, notamment au titre de la 4<sup>ème</sup> échéance du solde de PAS 2020 ;

► **TVA nette** : 7,053 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,323 Md€, dont 2,400 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,934 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,907 Md€, dont 0,949 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Fonds de concours** : 0,998 Md€, principalement des versements relatifs au domaine des transports ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 0,954 Md€, dont des dividendes reçus de la CDC pour 0,621 Md€ et de Bpifrance pour 0,215 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - divers** : 0,952 Md€, dont 0,776 Md€ au titre de la rémunération de la garantie de l'Etat ;

► **Amendes, sanctions pénalités et frais de poursuite** : 0,822 Md€, dont une contribution au désendettement de l'Etat du CS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » pour 0,459 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -3,328 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,650 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 295,738 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2021 s'élèvent à 295,738 Md€ contre 249,218 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+46,520 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes de TVA nette pour 14,977 Md€ (montant lié à une hausse de TVA brute de 15,219 Md€), d'IS net pour 9,986 Md€ (montant lié à une hausse de l'IS brut de 8,858 Md€), d'IR net pour 4,645 Md€ (en raison d'une baisse des R&D de 2,641 Md€ et

d'une hausse d'IR brut de 2,004 Md€), de TICPE nette pour 4,410 Md€ (montant lié à une hausse de TICPE brute de 4,121 Md€), et des autres recettes fiscales nettes pour 12,502 Md€ (notamment en raison de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit » pour 3,576 Md€ et de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » pour 1,955 Md€).

## Recettes non fiscales : 21,257 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2021 s'élèvent à 21,257 Md€ contre 14,709 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,548 Md€) s'explique

notamment par un versement de l'UE à hauteur de 5,118 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -69,739 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2021 s'élèvent à -69,739 Md€ contre -63,462 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,277 Md€) s'explique par des

augmentations des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,600 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,677 Md€ (hausse des prélèvements prévues en lois de finances).

## Fonds de concours : 7,960 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2021 s'élèvent à 7,960 Md€ contre 11,968 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,008 Md€) s'explique

essentiellement par les versements effectués en 2020 dans le cadre du plan de relance, notamment par la SNCF, ainsi que ceux intervenus dans le cadre de la crise sanitaire.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,786 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,512 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 10,257 Md€ (essentiellement au titre des échéances de CE/IFER, de TF et de TH, ainsi que de reversements de TVA, intervenant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale) ;

►Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 3,194 Md€ et des recettes pour 7,122 Md€ (essentiellement un remboursement par l'UE au titre des avances versées par l'ASP au titre de la PAC) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2021 s'élève à +0,786 Md€ contre -5,244 Md€ à fin décembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,030 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +6,023 Md€ (notamment le compte « Avances aux collectivités

►Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » affiche des recettes pour 1,697 Md€ (essentiellement au titre de recettes adossées à la TH) ;

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des recettes pour 1,667 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement du budget général).

territoriales » pour +5,051 Md€, en raison d'une baisse des dépenses et d'une hausse des recettes de CFE/IFER et de TF, ainsi que le compte « Prêts à des Etats étrangers » en amélioration de +1,344 Md€, suite à des remboursements de prêts octroyés par l'AFD).

## Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 2 173,575 Md€

La dette financière est en augmentation de 143,381 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent les titres

négociables, avec une hausse des OAT de +150,379 Md€, et une baisse des BTF à hauteur de -6,229 Md€.



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2021	2020 retraité		2020 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	10 287	-170 732	-188 643	-178 099	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	42 234	426 732	395 831	389 678	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	45 843	255 215	212 432	217 000	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	11 379	78 654	74 009	74 009	
- IS *	22 721	46 315	36 329	36 329	
- TVA	7 053	95 539	80 562	113 770	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	6 678	786	-5 244	-5 421	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	10 271	174 885			16
Dette financière de l'Etat	-515	2 173 575			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 590	134 716	132 907	133 005
Dépenses de fonctionnement	6 686	64 806	64 958	64 895
Charges de la dette de l'Etat	1 522	38 496	36 202	36 202
Dépenses d'investissement	1 617	16 093	13 622	13 640
Dépenses d'intervention	20 093	168 645	145 483	139 234
Dépenses d'opérations financières	726	2 982	1 665	1 707
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>42 234</b>	<b>426 732</b>	<b>395 831</b>	<b>389 678</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	48 409	295 738	249 218	255 953
Recettes non fiscales	3 413	21 257	14 709	14 769
Prélèvements sur recettes	-6 978	-69 739	-63 462	-65 690
Fonds de concours	998	7 960	11 968	11 968
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>45 843</b>	<b>255 215</b>	<b>212 432</b>	<b>217 000</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>52 821</b>	<b>324 954</b>	<b>275 895</b>	<b>282 690</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>3 609</b>	<b>-171 518</b>	<b>-183 399</b>	<b>-172 678</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 041	-363	56	118
Solde des comptes de concours financiers	6 152	648	-5 375	-5 613
Solde des comptes de commerce	1 587	407	51	51
Solde des comptes d'opérations monétaires	-15	1 495	1 521	1 521
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>6 678</b>	<b>786</b>	<b>-5 244</b>	<b>-5 421</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>10 287</b>	<b>-170 732</b>	<b>-188 643</b>	<b>-178 099</b>



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 590</b>	<b>134 716</b>	<b>132 907</b>	<b>133 005</b>
Rémunérations d'activité	6 800	77 814	76 446	76 489
Cotisations et contributions sociales	4 647	56 070	55 692	55 749
Prestations sociales et allocations diverses	142	831	768	767
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>30 644</b>	<b>292 017</b>	<b>262 925</b>	<b>256 673</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>6 686</b>	<b>64 806</b>	<b>64 958</b>	<b>64 895</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 750	31 771	35 154	35 239
Subventions pour charges de service public	2 936	33 035	29 805	29 656
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>1 522</b>	<b>38 496</b>	<b>36 202</b>	<b>36 202</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 522	38 496	36 202	36 202
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 617</b>	<b>16 093</b>	<b>13 622</b>	<b>13 640</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 492	12 634	10 616	10 636
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	125	3 459	3 006	3 004
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>20 093</b>	<b>168 645</b>	<b>145 483</b>	<b>139 234</b>
Transferts aux ménages	7 205	56 782	55 127	54 725
Transferts aux entreprises	7 802	72 996	57 464	51 704
Transferts aux collectivités territoriales	1 762	11 858	9 225	9 193
Transferts aux autres collectivités	3 261	26 785	23 620	23 565
Appels en garantie	63	223	47	47
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>726</b>	<b>2 982</b>	<b>1 665</b>	<b>1 707</b>
Prêts et avances	418	761	270	312
Dotations en fonds propres	309	1 497	798	798
Dépenses de participations financières	0	725	597	597
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>42 234</b>	<b>426 732</b>	<b>395 831</b>	<b>389 678</b>





	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2021		Cumul à fin décembre 2020 retraité
	unité : million d'€.		AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>208</b>	<b>341</b>	<b>2 857</b>	<b>2 864</b>	<b>2 942</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	165	257	1 801	1 809	1 785
Diplomatie culturelle et d'influence	18	30	707	707	758
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	53	350	348	399
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>659</b>	<b>462</b>	<b>4 412</b>	<b>4 243</b>	<b>3 932</b>
Administration territoriale de l'Etat	239	279	2 334	2 362	2 279
Vie politique, culturelle et associative	24	23	371	366	221
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	396	160	1 707	1 514	1 432
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>771</b>	<b>911</b>	<b>3 583</b>	<b>3 600</b>	<b>2 882</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	669	766	2 366	2 383	1 712
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	46	79	612	608	555
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	65	605	609	615
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>499</b>	<b>577</b>	<b>5 620</b>	<b>5 568</b>	<b>3 380</b>
Aide économique et financière au développement	123	209	1 218	1 453	1 180
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement <sup>(1)</sup>	0	0	1 420	1 420	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	377	368	2 983	2 695	2 200
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>196</b>	<b>468</b>	<b>2 098</b>	<b>2 101</b>	<b>2 186</b>
Liens entre la Nation et son armée	5	7	39	39	26
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	187	457	1 971	1 975	2 072
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	4	4	87	87	88
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>920</b>	<b>1 145</b>	<b>17 622</b>	<b>17 151</b>	<b>17 724</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	392	616	2 877	2 898	2 434
Aide à l'accès au logement	62	63	12 438	12 437	13 893
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	358	331	1 396	941	510
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	59	55	301	282	266
Interventions territoriales de l'Etat	6	15	87	68	55
Politique de la ville	42	65	523	524	565
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>79</b>	<b>68</b>	<b>717</b>	<b>714</b>	<b>690</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	61	46	457	450	428
Conseil économique, social et environnemental	1	1	45	45	44
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	21	215	218	218
Haut Conseil des finances publiques	0	0	1	1	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>622</b>	<b>674</b>	<b>3 866</b>	<b>3 835</b>	<b>3 272</b>
Patrimoines	325	330	1 392	1 395	1 109
Création	135	163	1 082	1 044	899
Soutien aux politiques du ministère de la culture <sup>(2)</sup>	70	76	746	743	684
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture <sup>(1)</sup>	93	104	646	652	579
<b>DEFENSE</b>	<b>15 059</b>	<b>4 107</b>	<b>68 613</b>	<b>49 433</b>	<b>46 674</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	714	173	2 443	1 736	1 542
Préparation et emploi des forces	6 457	1 230	20 382	11 182	10 570
Soutien de la politique de la défense	1 844	1 795	22 340	22 299	21 939
Equiperment des forces	6 044	909	23 448	14 217	12 624
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>73</b>	<b>94</b>	<b>772</b>	<b>784</b>	<b>716</b>
Coordination du travail gouvernemental	44	78	634	674	620
Protection des droits et libertés	6	9	102	101	96
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(1)</sup>	23	8	36	10	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>2 293</b>	<b>2 832</b>	<b>25 479</b>	<b>25 000</b>	<b>22 949</b>
Infrastructures et services de transports	845	924	8 070	7 750	5 902
Affaires maritimes	3	13	167	166	160
Paysages, eau et biodiversité	8	19	229	241	190
Expertise, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	1	5	477	478	502
Prévention des risques	79	65	1 088	924	944
Energie, climat et après-mines	353	789	2 782	2 732	3 244
Service public de l'énergie	679	679	9 149	9 149	8 681
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	230	243	2 827	2 872	2 927
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	95	95	689	689	400



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2021		Cumul à fin décembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
<b>ECONOMIE</b>	<b>176</b>	<b>195</b>	<b>3 055</b>	<b>3 501</b>	<b>2 958</b>
Développement des entreprises et régulations	118	138	1 190	1 208	1 877
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	436	225
Statistiques et études économiques	42	38	423	418	435
Stratégies économiques <sup>(2)</sup>	17	19	443	439	421
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(4)</sup>	0	0	1 000	1 000	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>1 472</b>	<b>1 497</b>	<b>38 112</b>	<b>38 424</b>	<b>36 230</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 427	1 427	37 807	37 807	35 802
Appels en garantie de l'Etat	38	63	298	298	93
Epargne	7	7	65	65	58
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	62	62	98
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-120	191	179
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 462</b>	<b>6 573</b>	<b>76 006</b>	<b>75 898</b>	<b>74 177</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 985	1 986	23 588	23 588	23 101
Enseignement scolaire public du second degré	2 919	2 924	33 977	33 976	33 452
Vie de l'élève	486	524	6 384	6 384	6 039
Enseignement privé du premier et du second degrés	661	672	7 767	7 767	7 722
Soutien de la politique de l'éducation nationale	274	297	2 801	2 701	2 398
Enseignement technique agricole	137	169	1 488	1 481	1 464
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES <sup>(2)</sup></b>	<b>999</b>	<b>1 011</b>	<b>10 147</b>	<b>10 105</b>	<b>10 042</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	713	706	7 612	7 553	7 597
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	76	95	904	916	891
Facilitation et sécurisation des échanges	210	210	1 631	1 636	1 555
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>156</b>	<b>288</b>	<b>1 704</b>	<b>1 806</b>	<b>1 814</b>
Immigration et asile	112	228	1 261	1 364	1 423
Intégration et accès à la nationalité française	44	60	443	442	391
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>895</b>	<b>904</b>	<b>14 094</b>	<b>3 823</b>	<b>2 140</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	42	-38	-318	182	302
Valorisation de la recherche	6	6	-80	610	620
Accélération de la modernisation des entreprises	347	344	242	966	1 105
Financement des investissements stratégiques <sup>(1)</sup>	500	590	10 500	1 500	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation <sup>(1)</sup>	0	2	3 750	565	113
<b>JUSTICE</b>	<b>1 908</b>	<b>997</b>	<b>10 203</b>	<b>9 871</b>	<b>9 163</b>
Justice judiciaire	370	315	3 830	3 681	3 493
Administration pénitentiaire	1 328	463	4 338	4 138	3 863
Protection judiciaire de la jeunesse	70	93	924	915	862
Accès au droit et à la justice	89	90	601	602	465
Conduite et pilotage de la politique de la justice	51	36	507	530	475
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>104</b>	<b>181</b>	<b>765</b>	<b>746</b>	<b>1 147</b>
Presse et médias	29	21	276	276	411
Livre et industries culturelles	75	161	489	469	736
<b>OUTRE-MER</b>	<b>154</b>	<b>353</b>	<b>2 551</b>	<b>2 372</b>	<b>2 327</b>
Emploi outre-mer	109	314	1 661	1 673	1 728
Conditions de vie outre-mer	44	39	891	699	599
<b>PLAN DE RELANCE <sup>(1)</sup></b>	<b>8 186</b>	<b>3 816</b>	<b>34 957</b>	<b>18 849</b>	<b>0</b>
Écologie <sup>(1)</sup>	4 429	810	13 776	3 810	0
Compétitivité <sup>(1)</sup>	409	536	5 235	2 943	0
Cohésion <sup>(1)</sup>	3 347	2 470	15 946	12 096	0
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>923</b>	<b>910</b>	<b>34 326</b>	<b>34 352</b>	<b>41 820</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	169	163	2 607	2 601	17 806
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	744	730	26 785	26 772	11 809
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	672	672	8 304
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	4 000	4 000	3 900
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 <sup>(1)</sup>	10	16	262	308	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2021		Cumul à fin décembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>504</b>	<b>829</b>	<b>29 158</b>	<b>28 774</b>	<b>28 515</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	254	297	13 935	13 998	13 672
Vie étudiante	67	156	3 044	3 041	3 005
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	19	47	7 207	7 067	6 901
Recherche spatiale	43	220	1 615	1 615	1 874
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	175	62	2 676	2 014	1 827
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-75	15	332	688	776
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	119
Recherche culturelle et culture scientifique <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	-4
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	33	350	352	345
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>69</b>	<b>169</b>	<b>6 107</b>	<b>6 108</b>	<b>6 244</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	101	4 168	4 169	4 222
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	810	810	823
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	69	69	1 130	1 130	1 200
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>362</b>	<b>491</b>	<b>4 644</b>	<b>4 188</b>	<b>3 623</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	355	480	4 368	3 987	3 414
Concours spécifiques et administration	7	11	277	201	209
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 486</b>	<b>6 889</b>	<b>130 381</b>	<b>130 386</b>	<b>137 256</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 765	7 168	122 282	122 287	128 093
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	-279	-279	8 099	8 099	9 164
<b>SANTE</b>	<b>98</b>	<b>116</b>	<b>1 498</b>	<b>1 495</b>	<b>1 801</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	63	81	496	493	835
Protection maladie	35	35	1 002	1 002	966
<b>SECURITES</b>	<b>1 839</b>	<b>1 881</b>	<b>21 441</b>	<b>20 988</b>	<b>20 605</b>
Police nationale	1 031	1 021	11 102	11 050	10 910
Gendarmerie nationale	740	791	9 629	9 220	9 100
Sécurité et éducation routières	1	7	40	40	41
Sécurité civile	68	62	669	678	555
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>3 762</b>	<b>4 885</b>	<b>29 451</b>	<b>29 476</b>	<b>28 606</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	454	1 069	12 428	12 426	14 642
Handicap et dépendance	238	739	12 833	12 832	12 797
Egalité entre les femmes et les hommes	4	6	49	42	37
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales <sup>(2)</sup>	66	70	1 141	1 176	1 129
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation <sup>(5)</sup>	3 000	3 000	3 000	3 000	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>157</b>	<b>196</b>	<b>2 123</b>	<b>1 533</b>	<b>1 264</b>
Sport	126	164	765	686	427
Jeunesse et vie associative	14	20	627	612	710
Jeux olympiques et paralympiques 2024	17	12	730	236	128
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES<sup>(2)</sup></b>	<b>120</b>	<b>75</b>	<b>821</b>	<b>455</b>	<b>314</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	83	20	415	90	35
Fonds pour la transformation de l'action publique	20	20	167	134	72
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques <sup>(2)</sup>	2	3	13	15	6
Fonction publique	15	32	226	216	201
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>5 575</b>	<b>5 188</b>	<b>20 196</b>	<b>17 681</b>	<b>14 699</b>
Accès et retour à l'emploi	821	965	6 967	6 879	6 314
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 697	4 162	12 411	10 059	7 665
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	3	150	84	83
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	59	667	660	638
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>62 783</b>	<b>49 123</b>	<b>608 373</b>	<b>557 119</b>	<b>533 088</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>55 297</b>	<b>42 234</b>	<b>477 993</b>	<b>426 732</b>	<b>395 831</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2021

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 19/07/2021

<sup>(5)</sup> Création en LFR du 01/12/2021



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.					
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>11 758</b>	<b>99 781</b>	<b>97 777</b>	<b>97 777</b>	
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>-1 134</b>	<b>2 500</b>	<b>2 705</b>	<b>2 905</b>	
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>24 225</b>	<b>76 273</b>	<b>67 050</b>	<b>66 990</b>	
Impôt sur les sociétés	23 609	74 479	65 621	65 621	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	426	1 271	1 369	1 369	
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	190	523	60	0	
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 907</b>	<b>28 219</b>	<b>24 131</b>	<b>18 475</b>	
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	100	999	765	765	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	201	5 193	3 238	3 238	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	610	4	4	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	
Impôt sur la fortune immobilière	47	2 103	2 016	2 016	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	9	9	0	0	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	76	151	151	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	4	1	1	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	24	15	15	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	26	92	92	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	13	95	80	80	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	1	189	193	193	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	1	1	
Prélèvements de solidarité	949	11 814	10 777	10 777	
Taxe sur les services numériques	0	474	375	375	
Taxe d'habitation sur les résidences principales <sup>(1)</sup>	384	4 859	5 363	0	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	33	1 007	0	0	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	2	3	3	
Recettes diverses	164	732	1 059	766	
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>2 027</b>	<b>20 230</b>	<b>16 109</b>	<b>9 054</b>	
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>12 194</b>	<b>158 581</b>	<b>143 362</b>	<b>176 570</b>	
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>4 323</b>	<b>40 539</b>	<b>35 340</b>	<b>35 203</b>	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	98	625	444	444	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	173	177	177	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	38	22	22	



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	656	3 877	2 488	2 488
Mutations à titre gratuit par décès	1 744	14 807	12 620	12 620
Contribution de sécurité immobilière	96	898	759	759
Autres conventions et actes civils	111	504	391	391
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	63	615	515	515
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	10	353	336	336
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	204	97	97
Timbre unique	42	300	210	210
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	36	537	569	569
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	447	9 699	9 615	9 615
Autres droits et recettes accessoires	0	5	4	4
Amendes et confiscations	3	42	30	30
Taxe générale sur les activités polluantes	32	824	637	637
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	49	68	68
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	12	177	177
Autres droits et recettes à différents titres	53	54	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	51	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	22	22
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	426	2 670	2 074	2 074
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	27	388	479	479
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	43	395	365	365
Prélèvement sur les paris sportifs	87	807	546	546
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	11	105	110	110
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	155	1 177	1 257	1 257
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	136	723	667	530
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>55 299</b>	<b>426 124</b>	<b>386 474</b>	<b>406 975</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>48 409</b>	<b>295 738</b>	<b>249 218</b>	<b>255 953</b>

(1) Création en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.					
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>954</b>	<b>4 362</b>	<b>4 457</b>	<b>4 517</b>	
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	621	2 731	4 061	4 061	
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	0	0	26	86	
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	329	936	336	336	
Autres dividendes et recettes assimilées	5	695	34	34	
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>149</b>	<b>1 321</b>	<b>1 466</b>	<b>1 466</b>	
Revenus du domaine public non militaire	12	194	184	184	
Autres revenus du domaine public	3	6	6	6	
Revenus du domaine privé	11	233	211	211	
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	121	884	683	683	
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	2	0	0	
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380	
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>451</b>	<b>2 768</b>	<b>1 711</b>	<b>1 711</b>	
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	197	595	413	413	
Autres frais d'assiette et de recouvrement	109	1 101	944	944	
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	7	34	34	
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3	
Autres recettes diverses	144	1 062	316	316	
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>85</b>	<b>453</b>	<b>362</b>	<b>362</b>	
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	50	83	83	
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	25	25	
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	18	10	10	
Intérêts des autres prêts et avances	9	177	84	84	
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	117	111	111	
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	19	6	6	
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	51	68	42	42	



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>822</b>	<b>2 850</b>	<b>5 030</b>	<b>5 030</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	459	504	388	388
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	130	1 214	1 789	1 789
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	196	73	73
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	14	13	13
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	226	898	2 746	2 746
Frais de poursuite	1	12	11	11
Frais de justice et d'instance	1	11	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>952</b>	<b>9 503</b>	<b>1 683</b>	<b>1 683</b>
Reversements de Natixis	20	20	34	34
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	316	316
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	776	1 981	479	479
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	76	69	69
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	13	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	4	9	7	7
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	9	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	4	4
Récupération d'indus	5	27	20	20
Recouvrements après admission en non-valeur	38	161	112	112
Divers versements de l'Union européenne	0	5 118	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	51	27	27
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	30	28	28
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	3	3	3
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	30	527	308	308
Produits divers	11	994	24	24
Autres produits divers	37	477	238	238
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>3 413</b>	<b>21 257</b>	<b>14 709</b>	<b>14 769</b>

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 650	-43 371	-39 771	-41 999
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 024	-26 758	-26 754	-26 843
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-6	-7	-7
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-5	-31	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 109	-6 704	-6 406	-6 406
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	279	-561	-359	-2 497
Dotations élu local	0	-101	-101	-101
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-38	-52	-52
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-13	-466	-466	-467
Dotations départementales d'équipement des collèges	-1	-325	-326	-326
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-2 912	-2 917	-2 917
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-15	-434	-425	-425
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-16	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-7	-7	-7
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-8	-283	-284	-284
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-17	-123	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-91	-91	-91
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-63	-154	-549	-549
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	-10	-22	-27	-27
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels <sup>(1)</sup>	-402	-3 520	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises <sup>(1)</sup>	0	-1	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers <sup>(1)</sup>	-1	-1	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-3 328</b>	<b>-26 368</b>	<b>-23 691</b>	<b>-23 691</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-6 978</b>	<b>-69 739</b>	<b>-63 462</b>	<b>-65 690</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	976	7 488	11 639	11 639
Fonds de concours - coopération internationale	22	472	329	329
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>998</b>	<b>7 960</b>	<b>11 968</b>	<b>11 968</b>





	Mois de décembre			Cumul à fin décembre								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	
unité : million d'€.												
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>7 527</b>	<b>6 486</b>	<b>68 257</b>	<b>73 680</b>	<b>80 689</b>	<b>67 894</b>	<b>73 737</b>	<b>80 807</b>	<b>-363</b>	<b>56</b>	<b>118</b>	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	574	-181	1 233	1 326	1 326	1 382	1 144	1 144	149	-182	-182	
Développement agricole et rural	4	2	114	127	127	138	140	140	25	13	13	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	73	31	345	297	297	377	376	376	32	79	79	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	76	65	427	522	522	333	262	262	-94	-260	-260	
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	209	158	158	133	84	84	-77	-74	-74	
Participations financières de l'Etat	896	649	5 536	11 701	11 701	4 767	10 920	10 920	-769	-782	-782	
Pensions	5 905	5 920	60 394	59 549	59 549	60 764	60 812	60 812	370	1 262	1 262	
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	276	0	0	313	0	0	37	
Transition énergétique <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	6 732	0	0	6 757	0	0	25	
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>13 117</b>	<b>19 269</b>	<b>123 941</b>	<b>126 702</b>	<b>124 600</b>	<b>124 589</b>	<b>121 327</b>	<b>118 987</b>	<b>648</b>	<b>-5 375</b>	<b>-5 613</b>	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 194	7 122	10 971	10 923	10 923	8 384	8 304	8 304	-2 587	-2 619	-2 619	
Avances à l'audiovisuel public	310	1 697	3 719	3 789	3 789	3 719	3 789	3 789	0	0	0	
Avances aux collectivités territoriales	9 512	10 257	107 825	110 640	108 538	110 242	108 005	105 665	2 417	-2 634	-2 873	
Prêts à des Etats étrangers	9	193	430	570	570	1 687	483	483	1 257	-87	-87	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	93	0	996	780	780	558	747	747	-439	-34	-34	
<b>Comptes de commerce</b>	<b>448</b>	<b>2 035</b>	<b>44 696</b>	<b>41 755</b>	<b>41 755</b>	<b>45 103</b>	<b>41 806</b>	<b>41 806</b>	<b>407</b>	<b>51</b>	<b>51</b>	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	54	111	654	567	567	652	578	578	-2	11	11	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	25	184	170	170	201	167	167	17	-3	-3	
Couverture des risques financiers de l'Etat	3	3	2 369	1 518	1 518	2 369	1 518	1 518	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	88	61	722	638	638	705	647	647	-16	10	10	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	240	1 667	40 181	38 121	38 121	40 206	38 146	38 146	26	25	25	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	1	0	3	7	7	6	10	10	3	3	3	
Opérations commerciales des domaines	2	5	47	45	45	90	79	79	44	33	33	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	5	27	23	23	30	23	23	3	0	0	
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	43	157	511	668	668	844	639	639	333	-29	-29	
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>251</b>	<b>236</b>	<b>1 714</b>	<b>1 897</b>	<b>1 897</b>	<b>3 209</b>	<b>3 418</b>	<b>3 418</b>	<b>1 495</b>	<b>1 521</b>	<b>1 521</b>	
Emission des monnaies métalliques	44	25	127	154	154	235	172	172	108	18	18	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	199	204	1 558	1 725	1 725	2 959	3 223	3 223	1 402	1 498	1 498	
Pertes et bénéfices de change	8	7	29	18	18	15	23	23	-14	5	5	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>21 343</b>	<b>28 027</b>	<b>238 608</b>	<b>244 035</b>	<b>248 941</b>	<b>240 795</b>	<b>240 289</b>	<b>245 018</b>	<b>2 187</b>	<b>-3 746</b>	<b>-3 923</b>	
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>21 145</b>	<b>27 822</b>	<b>237 050</b>	<b>242 310</b>	<b>247 216</b>	<b>237 836</b>	<b>237 065</b>	<b>241 795</b>	<b>786</b>	<b>-5 244</b>	<b>-5 421</b>	

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2021	
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	96	290	
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	6	17	
		La Poste	0	0	0	
		Divers organismes à caractère financier	513	3 280	3 794	
	<b>Total organismes à caractère financier</b>			<b>717</b>	<b>3 383</b>	<b>4 100</b>
	CEPL	Régions		4 531	939	5 471
		Départements		8 247	1 912	10 159
		Communes		26 806	2 301	29 107
		HLM		137	-81	57
		Autres		27 904	3 299	31 203
	<b>Total CEPL</b>			<b>67 626</b>	<b>8 370</b>	<b>75 996</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>			<b>7 642</b>	<b>487</b>	<b>8 128</b>
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif		29 216	-1 127	28 089
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		16 351	7 637	23 988
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		4 284	487	4 771
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		1 726	448	2 174
	<b>Total établissements publics nationaux</b>			<b>51 577</b>	<b>7 445</b>	<b>59 022</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>			<b>15 224</b>	<b>-4 770</b>	<b>10 453</b>
	<b>Union européenne</b>			<b>2 145</b>	<b>1 897</b>	<b>4 042</b>
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations		58	13	71
GIP			964	652	1 616	
EPLÉ			2 510	152	2 662	
Autres correspondants			7 684	1 043	8 726	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor			0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		48	-27	21	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>			<b>11 263</b>	<b>1 833</b>	<b>13 096</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>			<b>156 195</b>	<b>18 644</b>	<b>174 839</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		35	12	47	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>		<b>35</b>	<b>12</b>	<b>47</b>	
<b>Total Passif (A)</b>			<b>156 230</b>	<b>18 656</b>	<b>174 885</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>			<b>156 229</b>	<b>18 656</b>	<b>174 885</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2021
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 000 986</b>	<b>144 150</b>	<b>2 145 136</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 839 378</b>	<b>150 379</b>	<b>1 989 757</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	150 379	1 989 757
<i>dont - taux fixe</i>	<i>1 619 368</i>	<i>134 027</i>	<i>1 753 395</i>
<i>- taux variable</i>	<i>199 932</i>	<i>8 498</i>	<i>208 430</i>
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- taux variable</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>161 608</b>	<b>-6 229</b>	<b>155 379</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	-6 229	155 379
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>29 208</b>	<b>-769</b>	<b>28 439</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 030 194</b>	<b>143 381</b>	<b>2 173 575</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrevements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.